

■ UNE JEUNESSE DÉMORALISÉE ?

SANS CONFIANCE, PAS D'AVENIR

Entretien avec Olivier Galland

PAGE 1

L'ESPRIT CRITIQUE, UN ATOUT DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

Entretien avec Alain-Gérard Slama

page 5

REMETTRE EN VIE POUR REDONNER ENVIE

Entretien avec Joël-Yves Le Bigot

page 6

18-30 ANS, GÉNÉRATION NOIRE

Par Alain Thieffry

page 9

LA GÉNÉRATION « BONNS PLANS »

Entretien avec Remy Oudghiri

page 10

DES EFFETS PERVERS D'UN PESSIMISME GÉNÉRALISÉ

Par Danielle Rapoport

page 12

LA FORMATION, MEILLEURE PROTECTION CONTRE LA PRÉCARITÉ

Entretien avec Michaël Zemmour

page 13

L'ASCENSEUR SOCIAL EN PANNE

Entretien avec Louis Chauvel

p 15

Le Bulletin de L'ILLEC

Une jeunesse démoralisée ?

Sans confiance, pas d'avenir, sans avenir, pas de confiance

Si appartenir à une société c'est partager des valeurs communes et être animé par un sentiment d'appartenance collective, les jeunes Français comptent aujourd'hui parmi les moins intégrés des jeunes Européens et parmi les plus pessimistes.

Entretien avec Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS, groupe d'études des méthodes de l'analyse sociologique (Gemias, Paris-IV) et chercheur associé au Laboratoire de sociologie quantitative (Crestinsee)

Depuis votre premier ouvrage sur les jeunes (*La Découverte*, 1984), quels sont les invariants et les changements dans la « culture jeune » ? Comment les valeurs (famille, amis, sexualité, travail, religion...) ont-elles évolué ?

Olivier Galland : Les jeunes restent attachés aux valeurs fondamentales représentées par la famille et le travail. Lorsqu'on les interroge au sujet des choses les plus importantes dans leur vie, ils placent toujours ces deux institutions en tête. Mais, depuis 1984, la place de la famille a évolué. Si elle constitue toujours un pôle de référence et une structure de soutien indispensable, son influence sur les adolescents et les jeunes a décliné. Les enquêtes montrent que les jeunes et même les très jeunes (pré-adolescents et adolescents) ont gagné une nouvelle « autonomie relationnelle » : leur vie quotidienne, leurs sorties, leurs relations amicales sont beaucoup moins contrôlées par les parents. Le développement des nouveaux moyens de communication a favorisé cette prise d'autonomie plus large et plus précoce des jeunes.

(suite page 3)

La guerre des générations n'aura pas lieu

Il est loin le temps de la *Franciade*, épopée de Ronsard à la gloire d'un pays qui, sur les bords de Loire, découvrait la beauté de sa langue, celle aussi de ses paysages vers lesquels l'autre gloire de la Pléiade aimait tant faire retour, celle enfin des premiers émois amoureux, lorsqu'avec une mignonne, on s'en va admirer une rose fraîchement éclose. Le rapprochement avec le temps présent a de quoi désespérer. La langue massacrée tombe en lambeaux de textos, les paysages bétonnés, bitumés, remembrés balancent entre l'indifférent et le laid, quant au cœur... mais c'est une autre histoire. Point donc n'est besoin d'abuser du petit Baverez illustré pour s'en persuader : la France déprime. Les enquêtes d'opinion le prouvent, sondage après sondage, l'air du temps, saturé de pollution, l'atteste à chaque inspiration.

Il y a plus grave encore : les soixante-huitards qui ont l'entrée dans la retraite triste ont transmis leur mélancolie à ceux qui leur ont succédé, dans l'ordre des générations. Comme si la déprime croissait en raison inverse de l'âge. Car ce sont les jeunes qui se languissent le plus, surtout dans l'aire latine à en croire Louis Chauvel qui n'y va pas par quatre chemins, lorsqu'après avoir constaté « *Depuis vingt ans, les jeunes ont servi de variable d'ajustement* », il en vient à affirmer « *Avec l'Italie et l'Espagne, la France est le pays qui est allé le plus loin dans la sacrifice de sa jeunesse* ». A force d'entendre proclamer sa mort, Dieu se fâche et n'envoie plus son ange pour retenir le bras d'Abraham, prêt à immoler Isaac.

Sur les causes du phénomène, tous nos auteurs concordent. Olivier Galland résume la situation en mettant en cause, parmi les maux qui frappent la jeunesse, dans l'ordre : le chômage, la flexi-précarité sur le marché du travail, la panne du système éducatif et l'idolâtrie du diplôme. Michaël Zemmour le remarque « *si la France est en retard par rapport aux Etats-Unis et aux pays scandinaves c'est notamment que les efforts politiques et financiers consacrés à l'autonomie - intellectuelle et économique - des jeunes sont proportionnellement beaucoup moins importants que dans ces pays* ». A quoi il faut ajouter la quasi impossibilité d'accéder au logement en centre ville soulignée par Alain Thieffry qui évoque « *la troisième ou quatrième couronne* ». Tout cela pour en venir au constat navrant de banalité mais irrécusable dans sa brutalité, articulé par Rémy Oudghiri « *En fait l'inquiétude majeure des jeunes Français d'aujourd'hui, c'est de ne pas avoir suffisamment d'argent : 70 % le citent comme leur motif principal de préoccupation* ».

La faute à qui ? Il semble difficile de masquer que le tort est imputable aux quinquagénaires et à ceux qui les ont précédés, les fameux bébé-boumeurs. Après s'être amusés dans les années soixante à la « *contre-culture* », ils se sont rangés, ont pris d'assaut les bonnes places et surtout les ont gardées. Enrichis par une économie porteuse et par l'inflation, ils arrivent la besace pleine à l'âge de la pension de retraite dont ils n'entendent rien sacrifier. « *Je doute qu'il soit possible de renégocier les retraites des seniors et les salaires des quinquas* » affirme en ce sens Louis Chauvel. Ce que les jeunes Français ont parfaitement compris qui, selon Joël-Yves Le Bigot « *sont le moins disposés à payer des impôts pour les personnes âgées (11 % contre 32 % aux Etats-Unis et 63 % pour les Chinois)* ».

Alors, la guerre des générations aura-t-elle lieu ? Rémy Oudghiri est convaincu que non. Selon lui « *il n'y a pas de ressentiment par rapport aux générations précédentes* ». En effet la solidarité entre les générations, surtout financière, se développe, les mœurs sont devenus plus permissives et les valeurs mieux partagées entre les différents âges de la vie.

Louis Chauvel n'est pas du tout de cet avis. Il constate que « *les quinquagénaires [qui] ont fait carrière surtout au détriment des nouvelles générations non embauchées ou mal payées* ». Il en déduit que « *le système tient par l'espoir des jeunes de rattraper un jour le salaire des seniors* ». Et c'est là que le bât blesse car « *c'est un marché de dupes, une promesse qui n'engage pas ceux qui la formulent : ils ne seront plus là dans dix ans* ». Un miroir aux alouettes serait ainsi tendu à la jeunesse, afin de tromper sa légitime impatience. Leurre tendu à l'heure de la révolte ? Jean-Yves Le Bigot le croit fermement, qui enfonce le clou « *pour défendre leurs privilèges de tous types, les adultes au pouvoir se sont comportés comme les colons américains avec les Indiens. Ces "réserves jeunes" dans lesquelles ils ont tenté d'enfermer les non-adultes se sont appelées la consommation, la mode, la permissivité par rapport aux situations à risque...* ». Conséquents, les soixante-huitards continuent d'affirmer « *faites l'amour et pas la guerre* » mais c'est afin de mieux piéger les générations montantes. Tout cela, cependant, ne durera pas « *depuis quelques années les jeunes ont commencé à réaliser que les générations qui les ont précédé n'ont pas voulu ou pas su préparer leur avenir, mais qu'ils l'ont considérablement hypothéqué* ». Depuis trente ans, les choses auraient à ce point empiré que l'auteur en arrive à conclure que « *nous serions à la veille d'une situation "d'intifada française" !* ». Sombre perspective...

Il devient urgent d'entendre Danièle Rapoport, lorsqu'elle invite à « *prendre en main « la question des jeunes » dans le sens d'un positionnement identitaire et de sens* ». Et sans doute faut-il du sens et du lien, mais où les trouver ? Les familiers d'Alain-Gérard Slama ne seront pas surpris d'entendre le maître des idées à Sciences Po revenir, inlassable, au « *mythe républicain des Lumières* », affirmant « *c'était un projet pour plusieurs siècles. Je crois possible de le réinventer* ». Ultime retour vers les sexagénaires auxquels la jeunesse, dans son angoisse collective, demande implicitement si, en fait de valeurs, ils sauront lui léguer un actif moral ou un passif financier.

Dominique de Gramont

1. Service à la personne. L'existence précède l'essence, écrivait Sartre. Désormais l'acronyme devance le concept. - 2. Techniques de l'information et de la communication.

A la lecture de l'étude Les Jeunesses face à leur avenir (Fondation pour l'innovation politique et institut de sondage Kairos Future) la « culture jeune » ne se définirait plus comme une culture de « l'irresponsabilité » (Parsons) visant à « prendre du bon temps » ! Depuis votre ouvrage Les Jeunes Européens (2005), observez-vous des changements ?

O. G. : En effet, la « culture de l'irresponsabilité » était celle que décrivait le sociologue américain Talcott Parsons lorsqu'il enquêtait dans les années 1940 sur les élèves des High schools. Il s'agissait d'une brève période de la vie, complètement associée au temps scolaire, où les jeunes prenaient systématiquement le contre-pied des valeurs de sérieux et de responsabilité de l'âge adulte. Mais cette période s'achevait irrémédiablement avec la fin des études. Dans sa version contestataire des années 1960, cette culture jeune a pu prendre la forme d'une « contre-culture ». Le caractère d'opposition générationnelle de la culture jeune s'est aujourd'hui beaucoup atténué, il a peut-être même complètement disparu, tout simplement parce que la culture jeune a été totalement intégrée dans le paysage des valeurs et qu'elle est devenue pour une large part une culture marchande (à travers les produits des industries des loisirs et de la culture ou des industries de l'habillement). Par ailleurs, la définition de la jeunesse s'est complexifiée, à mesure que l'entrée dans la vie adulte était retardée à un âge plus avancé. Ainsi, la culture adolescente ne suffit plus à décrire la culture jeune. Il y a une nouvelle période de la vie qu'on peut appeler une période post-adolescente, ou jeune adulte. Cette période de la vie ne se définit plus du tout par une culture de l'irresponsabilité, mais par ce qu'on pourrait appeler l'apprentissage progressif des responsabilités : il s'agit de construire par étapes les éléments de statut qui vont permettre de devenir adulte.

Comment analysez-vous le cas français, qui singularise les jeunes par leur pessimisme ? Un jeune Français seulement sur quatre croit en son avenir, et seulement 4 % pensent que l'avenir de la société dans laquelle ils vivent est prometteur...

O. G. : Tout d'abord, c'est l'ensemble de la société française qui est très pessimiste, pas seulement les jeunes. La France a un rapport très angoissé à la mondialisation. Mais il est vrai que la France se distingue par le fait que les jeunes sont aussi voire plus pessimistes que les adultes. Il y a une crise de confiance des jeunes à l'égard de la société française et ce qu'elle leur propose comme avenir. Il y a quelques éléments objectifs qui alimentent cette crise de confiance. D'abord, les jeunes Français sont mal placés par rapport au chômage : leur taux de chômage reste depuis vingt ou trente ans deux fois à deux fois et demie plus élevé que celui des adultes. Certains pays en Europe (Danemark, Angleterre) ont réussi à faire baisser le taux de chômage des jeunes,

pas la France. Plus largement, en France, les jeunes sont la principale catégorie qui supporte la croissance de la flexibilité sur le marché du travail, induite par la mondialisation. Même si la plupart des jeunes Français finissent par accéder à l'emploi stable entre 25 et 30 ans, ils connaissent une longue phase de transition où leur position est plus ou moins précaire. Mais l'enquête de la Fondation pour l'innovation politique montre qu'au-delà de ces facteurs liés au marché du travail et au partage inégal du poids de la flexibilité entre les générations, il y a peut-être un autre aspect lié au rapport particulier qu'entretiennent les Français avec le système éducatif. On constate dans l'enquête que les jeunes Français sont très fatalistes, presque résignés, et l'explication de ce conformisme tient peut-être à la place qu'occupe le diplôme dans l'imaginaire français : le diplôme est essentiellement vu dans notre pays comme un instrument de classement social qui est prédictif de la place que l'on va occuper dans la hiérarchie sociale. L'état d'esprit des jeunes Français est donc un peu le suivant : je serai ce que mon diplôme m'a dit que je dois être.

Comment expliquer l'existence en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, d'un noyau dur de jeunes très pessimistes ?

O. G. : C'est peut-être un peu le syndrome « vieille Europe » ! Ces pays sont interpellés par les bouleversements économiques, sociaux et culturels induits par la mondialisation. Contrairement aux pays émergents qui peuvent y voir une chance de développement, ils y voient surtout une menace. En France, cette menace est perçue essentiellement comme une menace économique (destruction d'emplois), en Grande-Bretagne, elle est plus vue comme une menace culturelle et institutionnelle (mise en question des valeurs et des institutions qui fondent la singularité britannique).

Les Etats-Unis ou la Suède sont-ils des modèles, puisque la jeunesse y paraît plus optimiste ?

O. G. : Difficile de dire que ce sont des modèles car chaque pays a sa singularité. Mais il est vrai que l'optimisme des jeunes Nordiques ou des jeunes Américains fait un violent contraste avec la morosité et la résignation française. Dans ces pays, on a le sentiment que les jeunes croient qu'ils peuvent construire eux-mêmes leur avenir, en France les jeunes s'en remettent plus passivement aux institutions – l'école, les entreprises – qui les classent et les sélectionnent. Il est vrai aussi que dans les pays du nord de l'Europe, la représentation de la jeunesse est très différente de celle qui prévaut en France et beaucoup plus positive : la jeunesse est vue comme une ressource pour la société, en France, elle est vue soit comme un problème, soit comme une menace.

La longueur des études initiales est-il un facteur explicatif décisif de la vitesse d'accès à l'indépendance ?

O. G. : Pas forcément. Les jeunes qui font des études longues dans certains secteurs des lettres ou sciences humaines rencontrent de grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail. D'une manière générale, la possession d'un diplôme est un atout sur le marché du travail, mais bien évidemment la spécialité de formation et son adéquation avec les offres d'emplois disponibles sont également des facteurs cruciaux.

Est-il devenu plus difficile, aujourd'hui, de devenir adulte ?

O. G. : Sans doute, mais c'est aussi le prix d'un système qui offre plus d'opportunités à chacun. La massification de l'accès aux études secondaires puis aux études supérieures accroît la concurrence entre les jeunes. Le système des années 1950 était un système plus fondé sur la reproduction sociale : les études ne faisaient que confirmer une position sociale acquise à l'avance. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Cela offre des chances nouvelles à certains, mais cela fragilise aussi la position de ceux dont l'origine ne constitue plus à elle seule un gage de réussite.

La désynchronisation des seuils de passage (droit de travailler, majorité sexuelle, droit de vote, emploi stable, autonomie financière, autonomie résidentielle, vie de couple...) n'est-elle pas excessive ? Le temps d'accès à l'âge adulte explique-t-il la morosité française ?

O. G. : Cette désynchronisation est un fait sur lequel on ne reviendra pas. Elle ne me semble pas mauvaise en elle-même, si les instances de socialisation (famille, école, institutions d'information et d'orientation) en tiennent compte et adaptent leurs modes d'intervention à ces nouvelles caractéristiques. L'entrée dans la vie adulte est maintenant un processus relativement lent et progressif qui nécessite un accompagnement sur la durée et sur les différents aspects qui le composent (le travail, le logement, les loisirs, les voyages, la santé, etc.).

Le modèle français d'entrée dans la vie adulte est-il plus anxieux que celui des autres pays ?

O. G. : Peut-être parce que c'est un modèle intermédiaire entre deux modèles très protecteurs, bien qu'opposés : le modèle nordique fondé sur la protection et l'assistance étatique et le modèle méditerranéen fondé sur la protection familiale. Les jeunes Français s'affranchissent assez vite de la famille, au moins sur le plan du logement, mais sans bénéficier de l'assistance sociale des jeunes Scandinaves. Ils sont donc très dépendants du maintien de liens de solidarité familiaux forts. Si ces liens viennent à se rompre, ils ont alors de grands risques de connaître des situations d'isolement

et de précarité. Par ailleurs, on a renoncé, sans doute avec raison, à l'idée d'instituer un RMI jeune, mais il est vrai que le système d'indemnisation chômage n'est pas adapté à la particularité de l'insertion professionnelle des jeunes, constituée bien souvent d'une succession d'emplois de courte durée. Enfin il y a une forte tension sur le marché du logement qui est particulièrement préjudiciable aux jeunes.

Que suggérer pour redonner confiance à la jeunesse française ? Réformer le modèle français d'accès à l'autonomie sur le modèle nordique ?

O. G. : Je ne crois pas qu'on puisse appliquer tel quel le modèle nordique. Ce modèle est fondé sur une culture de l'autonomie précoce qui n'existe pas vraiment en France. Je pense qu'il faut d'abord changer d'état d'esprit à l'égard de la jeunesse, et à adopter effectivement le point de vue scandinave qui voit la jeunesse comme une ressource pour la société, comme une force d'innovation, de dynamisme et de changement. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille forcément bouleverser le modèle français d'accès à l'autonomie : il faut certainement l'aménager et l'améliorer. En particulier, il me semble indispensable de créer un grand service public de l'information et de l'orientation des jeunes qui regrouperait toutes les institutions éclatées et dispersées qui existent actuellement, et qui prendrait en compte tous les aspects de la vie des jeunes (études, emploi, logement, santé, loisirs, voyages).

Doit-on affranchir le système éducatif du fétichisme du diplôme ?

O. G. : Abandonner le fétichisme du diplôme serait certainement une bonne chose... Mais cela ne se décrète pas. Il faut rééquilibrer le système : on a actuellement une pointe hypersélective totalement déconnectée du reste du système éducatif (les grandes écoles) et qui ne constitue plus une force d'entraînement pour le reste, une université qui s'est mal adaptée à la massification et qui manque de moyens, et un enseignement professionnel du second degré où les taux d'échec sont beaucoup trop importants. Les discours publics sur l'enseignement restent trop élitistes : les propos sur les cités difficiles sont à cet égard éclairants, on parle d'y sélectionner une élite sur le modèle de ce qu'a fait Sciences Po. Mais ce n'est pas le problème principal, loin de là. Ce qui préoccupe vraiment les jeunes de ces cités, c'est par exemple les questions de l'orientation en fin de troisième quand il faut, pour beaucoup d'entre eux, choisir une voie dans la filière professionnelle. Ce système d'orientation est très mal organisé, il fait l'objet de nombreuses critiques (notamment dans des rapports incisifs de l'Education nationale elle-même), il faudrait le réformer en profondeur.

Comment faire partager un destin collectif ? Une société doit-elle être fondée sur des mythes collectifs ?

O. G. : Il est vrai que le sentiment d'appartenance collective à la société s'est fortement affaibli en France. C'est lié en partie à la sécularisation, également à l'affaiblissement de l'idéal républicain fondé sur la promotion sociale par l'école. Mais on ne pourra pas faire du prêt-à-porter idéologique. Tout d'abord les jeunes ne l'accepteraient pas : ils sont très fortement attachés

aujourd'hui à la liberté de choix dans leurs orientations de vie. C'est pourquoi je ne crois pas trop par exemple à l'idée d'un service civil obligatoire. Ce qui peut d'abord redonner confiance aux jeunes Français c'est la conviction retrouvée de participer à une société engagée sur la voie d'une réussite collective. Les jeunes retrouveront confiance dans l'avenir quand la société française elle-même retrouvera cette confiance.

Propos recueillis par Jean Watin-Augouard



L'esprit critique, un atout de la jeunesse française

Plus sceptiques donc plus réalistes que leurs homologues européens, les jeunes Français seraient mieux armés pour affronter l'avenir.

Entretien avec Alain-Gérard Slama, Professeur à Sciences Po, éditorialiste au Figaro

D'après l'étude Les Jeunes face à leur avenir, un jeune Français sur quatre seulement pense qu'on peut changer le cours des événements et croit en son propre avenir. Comment analysez-vous ce pessimisme ?

Alain-Gérard Slama : L'intéressant, dans ce sondage, est la comparaison avec les jeunes des pays étrangers. La nôtre se classe en queue de peloton. Mais quand je compare avec la réalité des jeunes scandinaves ou allemandes, cela ne m'incite pas à estimer que « les » jeunes Français, en général – et quelles que soient les réserves à apporter à cet amalgame – soient plus pessimistes que les autres. Ils sont plus sceptiques, ce qui me paraît une force. Plus réalistes aussi. Conséquence du fait que, de tous les pays européens, l'Etat-nation français est celui qui a reçu le plus fortement, aux antipodes de sa culture, le choc de la mondialisation et qui en voit les dangers avec le plus de lucidité. Et conséquence de la transmission de l'esprit critique, qui est le propre de notre système éducatif, marqué par le cartésianisme.

Ce pessimisme est-il partagé par l'élite étudiante ?

A.-G. S. : Bien entendu, et c'est tant mieux.

En songeant aux étudiants que vous avez vus se succéder à Sciences Po, gardez-vous l'impression de générations plus ou moins heureuses que d'autres ?

A.-G. S. : Ma réserve à l'égard des amalgames étant maintenue, les cuvées Sciences Po actuelles sont, hélas,

les moins bien armées pour maîtriser le langage, ce qui ne saurait rendre heureux, puisque cela multiplie, au propre et au figuré, les malentendus.

Mais elles sont aussi les plus désireuses de fournir leurs preuves et les moins complexées par leurs lacunes, en sorte qu'elles ne souffrent pas des réflexes de pudeur qui empêchaient leurs prédécesseurs de combler les leurs.

La jeunesse est-elle toujours un « miroir grossissant » (Annick Percheron) des évolutions de la société ?

A.-G. S. : Un miroir à facettes pour refléter une société à facettes, je doute qu'il puisse être fidèle, et encore moins grossissant !

Est-il devenu plus difficile, aujourd'hui, de devenir adulte ?

Non pas difficile, mais impossible faute de modèles adultes auxquels se référer.

Le modèle français d'entrée dans la vie adulte est-il particulièrement anxigène, par rapport à des pays où l'Etat-providence est plus présent, comme le Danemark, où les jeunes semblent plus optimistes qu'ailleurs ? Faut-il s'inspirer des pays nordiques ?

A.-G. S. : Tout ce qui précède suggère le contraire. Le matérialisme a certes des charmes, mais il ne faut pas en abuser.

Les jeunes disent attendre beaucoup du travail dans la réalisation de soi, davantage que les générations précédentes, mais l'accès à l'emploi reste singulièrement difficile en France, augmentant les frustrations. Quel est le premier verrou à faire sauter ?

A.-G. S. : L'absence de circulation des élites, dont le déverrouillage serait aussi la meilleure réponse au problème soulevé par les plaintes des « minorités visibles ».

Interrogés sur l'éducation des enfants, les Français de 16 à 29 ans seraient les seuls en Europe à valoriser l'apprentissage de l'obéissance plus que celui de l'indépendance. Les valeurs d'autonomie ou de responsabilité seraient-elles définitivement en déshérence ?

A.-G. S. : Lisez bien l'enquête : les jeunes Français ne font ici que constater la triste réalité du modèle de reproduction dominant en Europe. Ils sont prêts à s'y plier, parce qu'ils ne croient pas aux missions impossibles. Cela ne signifie pas qu'ils y adhèrent.

Les jeunes n'ont pas confiance dans les institutions mais disent vouloir s'engager dans la vie sociale (humanitaire, actions locales...). Est-ce aux institutions de s'adapter ?

A.-G. S. : Bien sûr que non. C'est à eux de faire leurs preuves.

Doit-on abaisser le droit de vote à seize ans ?

A.-G. S. : « Abaisser » serait le mot.

La société française n'est-elle pas en panne de mythes fondateurs (le self-made-man aux États-Unis ou la « maison commune » en Suède) dans l'intégration des générations nouvelles ? Comment faire partager un destin collectif ?

A.-G. S. : Ce mythe était le mythe républicain des Lumières. C'était un projet pour plusieurs siècles. Je crois possible de le réinventer. A condition de le transmettre.

Propos recueillis par Jean Watin-Augouard



Remettre en vie pour redonner envie

La jeunesse française est en crise, le modèle d'insertion a échoué. Trois embauches de jeunes sur quatre correspondent à un emploi précaire. Il est urgent de leur offrir en même temps des perspectives individuelles et une reconnaissance collective de la part de la société.

Entretien avec Joël-Yves Le Bigot, fondateur de l'Institut de l'Enfant et de Youth Opinion International, Président de Génération 2020

La jeunesse française serait, aujourd'hui, quelque peu déprimée. Feu de paille ou tendance lourde ?

Joël-Yves Le Bigot : Pour le grand malheur de la France cette tendance est malheureusement triplement lourde. D'abord parce qu'il ne s'agit pas d'une petite déprime mais bien d'une crise extrêmement sérieuse, ensuite parce qu'elle est parfaitement justifiée et enfin parce qu'elle remonte à plus de trente ans. Cette analyse et les bases d'une vraie – efficace et pérenne – politique de la « jeunesse-ressource » figurent dans mon dernier ouvrage *J'embauche un jeune, propositions pour sortir de la crise* (1). Les résultats du référendum sur l'Europe du 29 mai 2005 illustrent le fossé qui continue de se creuser en France entre les générations, entre les jeunes et les décideurs. Si majoritairement, les jeunes Français ont voté contre, c'est d'abord parce que notre société les marginalise par rapport à l'emploi. Elle leur refuse une insertion professionnelle sans laquelle il n'est d'autonomie ni d'épanouissement possibles. Il en découle au moins quatre fractures : générationnelle car une

seule génération est au travail, quand la vie s'étend sur quatre générations ; culturelle, les personnes favorisées sont bardées de certitudes quand les défavorisés sont emplis de doutes et d'inquiétudes ; économique, ceux qui cumulent passé et avenir face à ceux qui peinent à assurer le présent ; et enfin politique car beaucoup de Français – particulièrement les jeunes mais ils ne sont pas les seuls – pensent qu'on ne peut plus changer la société. Jusqu'aux années 1980, dans tous les pays du monde, les jeunes savaient qu'ils seraient plus riches que leurs parents et grands-parents. Pour la France, plus encore que pour les autres « vieux pays européens », ce cercle vertueux est brisé depuis longtemps : la situation des jeunes générations sera assurément plus difficile que celle de leurs parents.

Le « modèle d'insertion à la française » aurait-il échoué ?

J.-Y. Le B. : Sans la moindre hésitation, je dirais qu'il a totalement échoué dans la mesure où, au lieu de chercher à insérer, on pratique ouvertement l'exclusion. En effet, au nom d'une prétendue excellence – qui cache souvent beaucoup de conservatisme et de protectionnisme – la « macro-structure éducative » (les enseignants, les employeurs publics et privés, les politiques et par contre-coup les parents, les éducateurs culturels ou sportifs et les médias) valorise et pratique la sélection par la compétition entre individus, institutions d'enseignements et générations. Si la jeunesse et les seniors sont aujourd'hui traités comme des variables d'ajustements du marché de l'emploi, c'est parce que personne n'a tiré à temps les conclusions des politiques de soutien à la démographie, d'augmentation du niveau d'études

ou de départ à la retraite. Beaucoup de secteurs professionnels très diversifiés, mais dont l'image est décalée par rapport à l'attente des jeunes (BTP, hôtellerie, transport) m'ont demandé, à la suite de ce livre, d'intervenir dans des séminaires. A ma grande surprise, cette demande s'est élargie aux experts-comptables ou aux notaires, qui n'ont pas vu venir le vieillissement de leur profession. Point commun à l'ensemble de ces acteurs : l'absence totale d'anticipation et de modélisation, aussi bien du côté des employeurs que du côté des éducateurs. En 1975, le taux de scolarisation des 18-25 ans était de 25,9 %, le taux d'activité de 67,4 % et le taux de chômage de 6,7 %. En 2002, les chiffres sont respectivement de 47,8 %, 29,9 % et 22,3 %. Ceci signifie très crûment que plus on a été formé récemment plus il est difficile d'exercer un métier et de trouver un emploi, ce qui est terriblement non productif. Actuellement, trois embauches de jeunes sur quatre correspondent à un emploi précaire.

■ *Quelles perspectives leur donner ?*

J.-Y. Le B. : Si depuis des lustres, toutes les études internationales menées auprès des jeunes montrent que les Français sont de loin les plus pessimistes – à la fois désabusés et passifs – quant à leur avenir, ce n'est pas sans raison. En effet les perspectives offertes à la jeunesse de notre pays se partagent entre la peur – pour ceux qui ont bénéficié de la sélection et qui ont obtenu un diplôme, un emploi voire un statut et qui craignent de perdre ces privilèges – et la désespérance pour tous les cabossés de la jeunesse qui sont beaucoup plus nombreux qu'on l'imagine, si l'on cumule les motifs scolaires (les plus visibles), sociaux (très fréquents), familiaux (plus qu'occasionnels) et affectifs (très déstabilisants).

La seule solution consistera à leur offrir, en même temps, des perspectives individuelles et une reconnaissance collective de la part de la société.

En effet deux problématiques sont au cœur des enjeux : comment réconcilier les jeunes avec leur « à-venir » personnel (lutter contre le pessimisme) et comment les mobiliser (contrer la passivité) pour susciter des vocations d'adultes autonomes et responsables. Il est impératif qu'ils aient d'abord confiance en eux (« je suis capable de... »), mais aussi confiance en demain (« je veux grandir pour... ») et confiance dans les autres (« je veux aider et je sais être aidé... »).

Le pur formatage académique et scolaire devra accorder toute leur place aux nouvelles formes d'éducation pour l'insertion : « l'éducation à la capacité » (faire), « l'éducation à la coopération » (servir, être utile à, travailler avec, ...) « l'éducation à l'anticipation » (espérer), et « l'éducation à la modélisation » (préparer, organiser,

évaluer, ...). Il faut changer le système de sélection pour faire des jeunes des acteurs et non des spectateurs voire des victimes. Les critères de recrutement des directeurs de ressources humaines sont identiques à ceux qui structurent la sélection de l'Education nationale ; les deux fonctionnent seulement sur deux formes d'intelligence, l'intelligence linguistique (savoir parler et écrire) et l'intelligence logico-mathématique (avoir raison ou tort, le bien contre le mal, le quantitatif plutôt que le qualitatif, etc.), les deux disciplines de sélection et de protection de l'élite, alors que l'on sait aujourd'hui que l'intelligence se manifeste sous onze formes différentes (2).

Savoir travailler en équipe, entraîner l'adhésion, être un bon négociateur ... autant de formes d'intelligence qui ne sont pas valorisées et prises en compte ni par les enseignants ni par les DRH alors qu'elles sont tellement utiles dans la vie professionnelle, sociale, citoyenne, ... On continue à recruter sur le diplôme ! Conséquence de Mai 68 et d'Internet, l'accès à l'information a changé. Avant les éducateurs maîtrisaient l'information et étaient sur un piédestal ; le management détenait l'information et la délivrait au compte-goutte. Aujourd'hui, la hiérarchie peut être contestée puisque tout le monde partage la même information.

La véritable éducation, c'est d'apprendre à faire le tri, à transformer des données brutes en informations utiles pour prendre les décisions pertinentes (« connaître sans agir ce n'est pas encore savoir » dit fort justement le proverbe chinois).

A l'heure où l'on parle tant de développement durable, il serait temps de réfléchir au concept d'« éducation durable ». Les jeunes savent que les opinions séparent et que les attitudes rapprochent. Ils ont moins besoin de maître à penser que de maître à se conduire (Montherlant).

■ *Comment les jeunes appréhendent-ils le travail et l'entreprise ?*

J.-Y. Le B. : Les jeunes aujourd'hui ne cherchent pas seulement un emploi et des ressources financières, ils aspirent une dynamique de responsabilisation, à un scénario leur permettant de devenir acteurs de leur vie. On constate un malentendu entre ce qu'attendent les jeunes de l'employeur (public comme privé) et ce que celui-ci leur propose. Pour les jeunes, l'entreprise ou l'administration où ils souhaiteraient travailler doit « valoriser l'autonomie et les responsabilités » (67 %), « encourager le travail en équipe » (65 %), « innover en permanence » (62 %), « valoriser l'ambition personnelle » (54 %) et « récompenser la fidélité » (50 %). Du côté de l'employeur les chiffres sont respectivement de 55 %, 48 %, 35 %, 40 % et 29 %.

■ *Qu'attendez-vous de la « marque employeur » ?*

J.-Y. Le B. : Les jeunes doivent être fiers de travailler pour un employeur mais ils ne se considèrent pas comme sa propriété ; il s'agira de réaliser quelque chose avec elle, d'être coacteur du réenchâtement du monde. Or réenchâter le monde, n'est-ce pas la vocation des marques commerciales ! Réenchâter la vie et l'avenir, réenchâter le monde et l'autre devrait être la préoccupation principale de tous les éducateurs de jeunes. Puisque tous ceux qui seraient légitimes par rapport à cette croisade cultivent plutôt la peur et le communautarisme, je ne vois pas pourquoi il faudrait critiquer les marques de proposer un peu de rêve dans un monde de contraintes qui a depuis longtemps démontré son inefficacité !

Les grandes marques qui réussissent avec les jeunes sont les marques « générations » qui leur proposent un projet. Coca-Cola parle autant des jeunes qu'il parle de son produit, idem pour McDo. Les échanges se font sur le registre de la complicité et du dialogue. Puisque la marque commerciale se préoccupe surtout de fidéliser durablement le consommateur, de la même manière, au-delà du recrutement, la marque employeur devrait s'attacher la fidélité du salarié – primordiale pour la pérennité de l'entreprise – en redonnant du sens au travail et en re-personnalisant l'activité professionnelle, sources de gisements insoupçonnés de motivation professionnelle possible pour des jeunes car ils représentent des territoires privilégiés de découverte et d'expression. La fameuse pyramide des besoins de Maslow⁽³⁾ peut être appliquée à la stratégie de la marque commerciale mais aussi à celle de la marque employeur (c'est également valable pour le service public !). En somme, du coaching par la marque employeur !

■ *Une récente enquête internationale – Les jeunes face à leur avenir – conduite par la Fondation pour l'innovation politique dans dix-sept pays développés d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie auprès des 16-29 ans présente la situation française comme particulièrement inquiétante. Quels sentiments vous inspirent cette étude ?*

J.-Y. Le B. : Elle corrobore beaucoup d'inquiétudes que nous-mêmes et d'autres exprimions depuis longtemps, sans être toujours entendus par la « macro-structure éducative » élitiste et conservatrice dont nous avons parlé précédemment. Je soulignerai deux spécificités qui me paraissent particulièrement dramatiques pour notre pays ; nos jeunes sont à la fois les plus pessimistes par rapport à leur avenir (74 %, pour 40 % des Danois ou 46 % des Américains) et ceux qui sont le moins disposés à payer des impôts pour les personnes âgées (11 %, pour 32 % aux Etats-Unis et 63 % des Chinois). Par contre si la Fondation pour l'innovation

politique s'est livrée à une analyse qui n'est pas inintéressante, bien que très classique, il est très regrettable qu'elle n'ait pas voulu ou su aller au-delà en proposant une stratégie efficace d'accompagnement du « devenir adulte » ; en effet conclure en proposant de favoriser l'autonomie, la participation, l'équilibre et le projet commun relève du vœux pieux.

Comme j'ai depuis longtemps beaucoup de doutes sur la réelle solidité et solidarité de la famille française, j'avais parlé en 1978, dans un interview pour le magazine *Le Point*, de « l'étrange paix armée » que nous observions entre les générations. D'ailleurs dans un premier temps, pour défendre leurs privilèges de tous types, les adultes au pouvoir se sont comportés comme les colons américains avec les Indiens. Ces « réserves jeunes » dans lesquelles ils ont tenté d'enfermer les « non-adultes » se sont appelées la consommation, la mode, la permissivité par rapport à des situations à risques... mais aussi l'allongement de la scolarité et la survalorisation du diplôme sensé garantir un statut... Toutes sortes de paradis artificiels auxquels ne peut accéder qu'une minorité. Depuis quelques années les jeunes ont commencé à réaliser que les générations qui les ont précédés non seulement n'ont pas voulu ou pas su préparer leur avenir mais qu'ils l'ont considérablement hypothéqué (cf. le rapport Pébereau).

L'étude montre que trente ans après les choses se sont considérablement aggravées, au point que nous serions à la veille d'une situation d'« Intifada française », dans laquelle les « adultes au pouvoir » représenteraient Israël – l'autorité, le respect, l'ordre... – et les jeunes générations correspondraient aux Palestiniens par la contestation politique, les incivilités... Il est plus que temps de concevoir une ambitieuse « loi de programme pour la jeunesse » plutôt que de se contenter d'un ministère croupion qui doit toujours partager son existence avec une autre mission de service public, le sport. Pour éviter de parquer nos jeunes dans des réserves de formation et de chômage, de sous-citoyenneté, il faut impérativement les placer en situation de projet. Cette révolution éducative, absolument nécessaire, sera détaillée dans un prochain ouvrage. On expliquera comment mettre les jeunes en vie en leur donnant envie !

Propos recueillis par Jean Watin-Augouard

(1) Dunod, 2006, avec Emmanuel Maze-Sencier et Annabelle Jacquier. Lire également *Vive les 11-25 ans*, Eyrolles, 2004.

(2) Spatiale, corporelle, naturaliste, interpersonnelle, intrapersonnelle, créative, intuitive, musicale et existentielle.

(3) Besoin physiologiques élémentaires de survie, besoins de sécurité, besoins de lien sociaux et d'appartenance, besoins de reconnaissance/valorisation, besoins d'autonomie, besoin d'accomplissement/réalisation de soi.

18-30 ans, génération noire

par Alain Thieffry, A.Thieffry Consultant

Pour la génération des 18-30 ans, demain est incertain et après-demain encore plus. Pour autant, si la France se singularise par le pessimisme, les Français font plus d'enfants que les générations précédentes. Signe d'un renouveau ou d'une révolution ?

La génération des 18-30 ans que j'observe depuis plus de quinze ans est une génération tout à fait particulière que j'appelle « génération noire ». Née avec la crise, on lui a dit durant toute son enfance et son adolescence : « fais des études le plus possible mais de toute façon, tu connaîtras le chômage ». Son adolescence a eu lieu sur le pic de chômage en France. Toutes les classes d'âges, tous les milieux, tous les diplômés ont été touchés. Son adolescence fut également marquée par le développement du sida, le divorce des parents et la destruction de la famille, la chute du mur de Berlin et de toutes les idéologies alternatives, la découverte en direct de toutes les guerres et de la brutalité du monde.

Vivre l'instant présent sans hypothéquer le futur lointain

Il est certain que cette génération est plus pessimiste et plus prudente que celles qui l'ont précédée. Elle raisonne de façon totalement différente. Toutes les générations, avant elle, construisaient leur vie à petits pas, en pensant que demain serait meilleur qu'aujourd'hui. Le moyen terme dominait ses choix... Cette génération des 18-30 ans croit que demain est incertain et qu'après-demain l'est encore plus... Elle ne croit qu'en l'instant présent et dans le futur très lointain qu'elle pourra reconstruire.

La fin du moyen terme

Comme l'atteste, par exemple, son comportement écologique : elle profite de l'instant (voyage, communication et culture), pense à l'après-pétrole, entend arrêter de détruire la planète... entre le présent et le futur. Tout est incertain, elle gère au plus près. Elle profite de la vie, mais n'hypothèque pas le futur lointain. Sa manière de consommer change. L'arbitrage se fait au profit des voyages, des loisirs, de la culture et de la communication ; de l'immobilier qui protège en cas de période de chômage, quitte à quitter les centres villes pour la troisième ou quatrième couronne, voir parfois choisir les villes de province. Cela au détriment de la dépense alimentaire, vestimentaire et matérielle, sauf pour tout l'équipement lié à la communication

(TV, portable, nomade, informatique, téléphonie...). Les jeunes sont comme les générations qui les ont précédés, certaines marques les font rêver : ipod, Eastpack, Converse, Asics, Quicksilver, Ralph Lauren, Playstation, Wii.

L'exception française

La France pose plus de problèmes que les autres pays, à part l'Italie, pour trois raisons. Le chômage des jeunes est un scandale. Il est de notre responsabilité d'accueillir les jeunes dès qu'ils se présentent dans la vie active. Or nous avons organisé la société autour de deux pôles : « tu es jeune sans expérience, fais d'abord tes preuves », ce qui est absurde ; « tu es vieux, tu es trop cher, mets-toi en préretraite », c'est aussi absurde. Deuxième raison : le CDD et les petits boulots pour formation terrain, c'est confondre le temps des stages et le temps du travail. Où est l'apprentissage en France ? La troisième raison est dans le discours. Aujourd'hui, il est de bon ton d'être pessimiste. Le politiquement correct recommande de penser et dire : « ça ne va pas ». Il faut tout changer, tout faire bouger. Le médiatiquement correct – le catastrophisme, le pessimisme – se vend mieux que l'optimisme, même nuancé, ou le réalisme. Enfin, l'économiquement correct promet que « la crise est partout ». Alors les Français, comme les jeunes, sont pessimistes.

Relativisme

Trois questions se posent. Pourquoi ce discours ambiant ? À qui profite le crime ? En fait, sur le fond les Français et les jeunes sont-ils aussi pessimistes qu'ils le disent ? Le discours ambiant justifie des actions. Qui en profite climat pour être élu, mieux vendre, gagner des clients, ou développer une activité dans tous les sens du terme ? C'est vrai pour les maxidiscompteurs et pour Leclerc, pour certains politiques, pour les assureurs et les banquiers. C'est vrai pour certains magazines, programmes TV ou journaux. Mais, attention aux Français, jeunes comme vieux. Ils adorent râler plus que les autres. Ils ne sont pas toujours objectifs, quand on les interroge.

Regardons les faits. Les jeunes quittent leurs parents plus tard. Ils sont prudents et malins. Les Français aujourd'hui font plus d'enfants que les générations précédentes, même si 50 % naissent hors mariage. Faire des enfants est preuve de confiance dans l'avenir. Les jeunes investissent plus que leurs aînés. Certes, ils se sécurisent dans la pierre et les assurances. Mais qui

investissait sur trente ans parmi leurs aînés ? Ils n'hésitent pas à s'engager à long terme, plus loin que leurs aînés. Les jeunes consomment, quitte à emprunter. Ils consomment dans les technologies nouvelles parce qu'ils ont confiance en elles. Ils font plus d'études et croient à la culture. Ils s'ouvrent plus au monde et surfent sur la Toile. Le modèle français créé par les adultes est nul pour nos jeunes, sauf sur un point : on leur enseigne à être les rois de la débrouillardise et c'est ainsi qu'ils plébiscitent le gratuit : le journal gratuit, le film gratuit (téléchargement), la musique gratuite (téléchargement), la culture gratuite, le voyage à petits prix,

les achats sur eBay. Prudents, pessimistes et malins, ils vivent le plaisir immédiat et le futur très lointain. Ils se méfient des adultes et de demain, et se préparent à construire le monde d'après-demain. À nous de faire que le monde de l'éducation et le monde du travail ne soient plus étanches et travaillent en symbiose. À nous de réinstaurer et valoriser l'apprentissage. À nous de ne laisser aucun jeune en recherche d'emploi plus de trois mois. À nous de les aider à créer leurs entreprises. Il est urgent d'agir car la génération qui suivra, aujourd'hui âgée entre cinq et seize ans, sera révolutionnaire. Il nous reste dix ans.



La génération « bons plans »

Défiants dans l'avenir de la société, les jeunes restent néanmoins confiants dans leur propre avenir. Conséquence de l'usage d'Internet, la propension à la « prolifération de soi » devient une tendance émergente.

Entretien avec Rémy Oudghiri, directeur du département Tendances & Prospective d'Ipsos

Votre observatoire de suivi des tendances auprès des 15-30 ans faisait état, en octobre 2005, de jeunes pessimistes pour la société française, mais optimistes pour eux-mêmes (74 % très ou plutôt confiants dans leur avenir personnel). L'enquête récente de la Fondation pour l'innovation politique Les Jeunesses face à leur avenir fait apparaître qu'un jeune sur quatre seulement croit en son avenir. En deux ans, les choses se seraient-elles dégradées à ce point ?

Rémy Oudghiri : Le pessimisme est fortement ancré dans la société française d'aujourd'hui et les jeunes n'échappent pas à cette tendance. En ce qui concerne l'écart mesuré entre les deux enquêtes, il est probablement lié à la différence des outils de mesure (mode de recueil, questions posées, etc.). Mais il est vrai que, depuis 2005, les choses ne se sont pas arrangées... Sur le pessimisme, il est important de bien distinguer les aspects personnels et les aspects collectifs. Les jeunes aujourd'hui sont pessimistes quant à l'avenir de la société ou de l'économie française. En revanche, ils demeurent confiants dans leur propre avenir personnel. C'est une contradiction déjà identifiée en 2005 qui perdure aujourd'hui. Elle reflète la priorité donnée aujourd'hui au principe de plaisir et aux objectifs privés sur les dimensions d'engagement et de participation militante.

Dans quelle mesure une enquête est-elle capable de saisir des choses aussi subjectives que la confiance ou la joie de vivre ?

R. O. : Les enquêtes ont bien évidemment leurs limites. Nous n'avons pas la prétention de réduire

des notions telles que la confiance ou le bonheur à des indicateurs purement statistiques. Néanmoins, un indicateur analysé en dynamique, à travers le temps, est toujours intéressant à regarder car il indique une direction, positive ou négative. On ne mesure pas le bonheur en valeur absolue, ce qui n'aurait aucun sens, mais en valeur relative, au fil des années.

Le manque de confiance des jeunes Français est-il surtout une crainte de l'avenir ou un ennui du présent ?

R. O. : Les deux. La crainte de l'avenir est évidente à travers nos enquêtes. Comparés aux générations plus âgées, les 15-25 ans manifestent plus de peurs. Ces peurs sont diverses : peur de la mort, peur de la précarité, peur de ne pas trouver de travail, peur de manquer d'argent, etc. Les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés à une offre pléthorique dans bien des domaines. Ce qui peut susciter, chez certains, un sentiment de saturation. Ou une difficulté croissante à se concentrer durablement sur des activités demandant un effort de réflexion.

La conséquence paradoxale de l'hyperchoix, c'est l'ennui, qui concerne un nombre non négligeable des lycéens (environ un tiers disent s'ennuyer souvent).

L'entrée dans la vie professionnelle est-elle l'inquiétude majeure des jeunes, et le facteur principal de leur pessimisme ?

R. O. : En fait, l'inquiétude majeure des jeunes Français d'aujourd'hui, c'est de ne pas avoir suffisamment d'argent : 70 % le citent comme leur motif principal de préoccupation.

Les jeunes se considèrent-ils comme une génération sacrifiée ? Les sentiments diffèrent-ils sensiblement selon qu'ils sont ou non très diplômés ?

R. O. : Les inquiétudes sont moins marquées chez les plus diplômés. Mais la réalité, c'est que l'inquiétude est

la chose au monde la mieux partagée chez les jeunes d'aujourd'hui. C'est ce qui explique un sentiment de nostalgie qui vient très tôt, dès 18 ans, au moment des études. Difficile de dire si cette génération se perçoit comme sacrifiée. En tout cas, il n'y a pas de ressentiment par rapport aux générations précédentes. La guerre des générations n'aura pas lieu. Les tendances que nous observons, c'est au contraire une solidarité intergénérationnelle de plus en plus importante (redistribution financière, soutien professionnel, garde des enfants...). En outre, il y a une convergence des valeurs dans nos sociétés. Les motifs de conflit sont nettement moindres qu'ils ne l'étaient il y a encore vingt ans. Nos sociétés sont beaucoup plus permissives et l'on se retrouve même parfois avec ce paradoxe d'adolescents moins permissifs que leurs propres parents ! J'ai même assisté à des groupes qualitatifs dans lesquels des enfants de dix ans réclamaient à leurs parents de leur fixer davantage de limites...

Existe-t-il une « culture jeune » européenne, ou les cultures nationales demeurent-elles prédominantes dans les nouvelles générations comme dans les précédentes ?

R. O. : Quand on compare les générations de différents pays entre elles, il est clair que les plus jeunes partagent davantage de valeurs, ou de modes de vie (loisirs, pratiques technologiques, consommation de médias, habitudes alimentaires, rapport à la consommation...) que leurs aînés. Autrement dit, les différences nationales sont plus marquées au sein des générations plus âgées qui ont grandi dans un monde moins globalisé qu'aujourd'hui, où les références culturelles étaient moins internationales. Néanmoins, les influences nationales restent pertinentes pour expliquer les différences de comportement ou de valeurs. Quelques exemples en témoignent : au Japon, les jeunes ont un rapport spécifique à la technologie, au téléphone portable en particulier. En Grande-Bretagne, les jeunes valorisent davantage la consommation. En Allemagne, sur la question de l'éducation des enfants, les jeunes sont nettement plus permissifs que les autres Européens. La France ou l'Espagne se singularisent par la sensibilité « alter ». Sans être des altermondialistes militants, ils expriment plus de sympathie pour ces idées que dans les autres pays européens.

Le pessimisme des jeunes Français se traduit-il dans leur manière de consommer ?

R. O. : Comme les autres Européens, les jeunes Français aiment consommer. Ils sont sans doute davantage critiques (par rapport à la publicité par exemple). Ce qui correspond aussi à une particularité que l'on retrouve dans la société française dans son ensemble. Aujourd'hui, ils sont à la recherche de bons plans.

On pourrait, de ce point de vue, parler de « génération bons plans ». En ce qui concerne le rapport critique à la consommation, il faut distinguer entre les lycéens, les étudiants et les jeunes actifs. Ce sont les étudiants qui ont les attitudes les plus critiques par rapport à la consommation. Les lycéens sont bien plus insouciantes. Ils sont en train de construire leur personnalité, et les marques, pour beaucoup d'entre eux, représentent des marqueurs identitaires forts. Les jeunes actifs sont plus indifférents et manifestent une tendance à consommer *low cost*, ce qui traduit des moyens financiers plus limités.

Votre observatoire soulignait, en 2005, la prédisposition de la jeunesse française pour les idées altermondialistes. Ce trait est-il toujours d'actualité ? Les jeunes veulent-ils plus que les autres ajouter un sens à leur consommation, en faire un moyen d'insertion dans la société adulte ?

R. O. : Oui, les jeunes Français continuent d'accorder davantage d'importance aux idées altermondialistes que dans d'autres pays comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. En France, les *baby boomers* sont les plus favorables à l'altermondialisme. Il s'agit toutefois d'une sympathie « molle » qui ne se traduit pas par un comportement militant très développé. C'est dans des pays comme la Suède que l'on consomme des produits du commerce équitable de manière significative. En France, c'est beaucoup plus marginal...

Votre observatoire notait aussi l'attrait pour le shopping, la nouveauté, l'achat imprévu : 45 % voulaient consommer moins cher non pour affronter des temps difficiles et la précarité, mais pour acheter plus. Qu'en est-il aujourd'hui ?

R. O. : La tendance n'a pas changé. Elle s'est même accentuée. Les possibilités via le Web se sont multipliées pour trouver de bonnes affaires. L'exemple d'eBay est particulièrement éloquent. Et eBay n'est que la face émergée d'un grand nombre de tendances similaires. Il n'y a qu'à regarder le succès des sites qui proposent de revendre dès le 26 décembre ses cadeaux de Noël...

Votre Trend Observer décèle-t-il des tendances émergentes vraiment nouvelles parmi les plus jeunes générations étudiées ?

R. O. : Parmi les tendances les plus marquantes des dernières années, il faut évoquer ce que nous appelons la tendance à la « prolifération de soi ». Cette tendance est particulièrement marquée chez les jeunes. Du fait qu'ils participent à de plus en plus d'activités sur Internet, ils se démultiplient : sur Face book ou MySpace, sur les blogs, pour les jeunes actifs sur les réseaux professionnels (viadeo, linkedIn), sur YouTube (cf. la Tectonik). Sur les réseaux sociaux, le nombre et l'identité des

« amis » est important. Une part croissante de leur identité leur échappe. Pour le meilleur et pour le pire... Cette situation nouvelle leur donne accès à davantage d'opportunités : de nouveaux contacts, des relations professionnelles, etc. Aujourd'hui les directeurs des ressources humaines, dans leur évaluation des jeunes

candidats, ont le réflexe de regarder Facebook pour évaluer les traits de personnalité des candidats...

Propos recueillis par Jean Watin-Augouard



Des effets pervers d'un pessimisme généralisé

par Danielle Rapoport, psychosociologue, directrice de DRC

Faute de trouver leur place dans la société, les jeunes sombrent dans un pessimisme délétère. Le renouveau passe par la création de nouveaux liens intergénérationnels.

Oui, les jeunes peuvent légitimement se sentir floués dans un monde où les deux mamelles de l'affirmation identitaire et de la construction de soi, que sont le logement et le travail, présentent un parcours d'obstacles pour beaucoup d'entre eux. Il est vrai que dépourvus de logement les jeunes ne peuvent quitter leurs parents, et ce ne sont pas les stages ou les petits boulots qui rassureront des propriétaires parfois échaudés mais génériquement méfiants. Une façon d'expliquer le pessimisme des jeunes est de considérer le contexte de peurs individuelles et collectives dans lequel baigne la France depuis plus de quinze ans, qui produit un climat dépressif fortement relayé par les médias, et contribue, chez certains jeunes, au pessimisme et ou la dépréciation de soi.

Délitement social

Les peurs affectent le rapport de soi à soi et de soi aux autres, avec en arrière-plan la détérioration des socles collectifs positifs qui permettaient « d'y croire ». De plus, la perte de lisibilité de l'avenir, anxiogène en soi quand la foi dans le progrès s'amointrit, se double de la perte d'un sens qui pouvait être partagé par tous. L'individu se trouve être le seul étalon de son origine, de sa fin et de son destin. Lourde charge, si l'on n'est pas préparé à surmonter l'angoisse, et si les cadres structurants perdent en légitimité, en bienveillance et en protection constructive, empêchant de grandir, de créer, de bouger, contrairement à ce qu'offrent les modèles – certes idéalisés – des Danois ou des Américains. Il faut aussi évoquer le sentiment d'impuissance et

de solitude des adultes face aux événements, à leurs responsabilités, à leur choix, qui rend en retour plus lourde et difficile la tâche d'individuation des jeunes et l'assomption de leur place dans le monde.

Norme et liberté

Une autre explication de ce contexte délétère est la difficulté de poser la mesure entre normes et libertés, instances fondatrices de l'humain, aujourd'hui en excès et dérèglement. Le « trop » de liberté peut entraîner des fantasmes de barbarie, d'explosion, de rupture des limites (projection sur les « jeunes de banlieue »), et l'hyper-normativité peut dégénérer en dépression, immobilisme, peur du changement, de l'avenir, en perte de créativité, et plus grave en perte du désir. Et c'est là que se joue une fracture hautement signifiante qui rend indispensable la responsabilisation des adultes vis-à-vis des jeunes et d'eux-mêmes. Car si certains jeunes peuvent rebondir en recréant leur système de valeurs, entre normes et changement, ruptures positives, création de leur propre emploi et lieu de vie, d'autres par contre, distanciés et délaissés du système et d'eux-mêmes, risquent le danger des excès que nous dénonçons plus haut et pire encore, le suicide. Il est fondamental aujourd'hui de prendre en main la « question des jeunes » dans le sens d'un questionnement identitaire et de sens, mais aussi de « place » qu'ils ne peuvent occuper tant que les adultes, ignorant leurs besoins et craignant la force créatrice de leur désir, s'agrippent à leurs peurs et à leur déprime. Un lien intergénérationnel véritable est à construire pour changer le regard des uns sur les autres, et ouvrir à celui du futur qui ne peut se dessiner sans les uns et les autres.



La formation, meilleure protection contre la précarité

Les étudiants sont menacés de moins bien vivre que les générations précédentes. La précarisation des conditions de travail ternit leurs perspectives d'insertion. Il est urgent de leur donner accès à une qualification qui leur garantisse une insertion de qualité.

Entretien avec Michaël Zemmour, chargé des questions sociales, Unef

Quel regard porte un représentant des étudiants d'aujourd'hui sur une enquête comme Les Jeunes face à leur avenir qui dépeint sa génération ?

Michaël Zemmour : Cette enquête confirme le constat que nous faisons quotidiennement dans la jeunesse et nous conforte dans notre volonté de transformer cet état de fait : l'accès à l'autonomie est refusé (pour étudier, les jeunes sont contraints d'arbitrer entre dépendance familiale et précarité des petits boulots), la sélection sociale, les formations non reconnues sur le marché du travail.

L'enquête souligne les disparités nationales et distingue trois pôles : les pays asiatiques, les européens hors Scandinavie, les pays scandinaves et les Etats-Unis. Dans la vieille Europe, le pessimisme serait de rigueur. La jeunesse européenne, voire mondiale, un mythe ?

M. Z. : L'accès à une formation qualifiante, au savoir et à une insertion professionnelle digne est un besoin commun aux jeunes de tous les pays. L'accès au savoir de la jeunesse est par ailleurs un enjeu de progrès social, technique, économique et démocratique pour l'ensemble des pays du monde. Les disparités soulignées par l'enquête sont révélatrices des différences d'investissement de ces pays pour leur jeunesse. Si la France est en retard par rapport aux Etats-Unis et aux pays scandinaves, c'est notamment que les efforts politiques et financiers consacrés à l'autonomie – intellectuelle, économique – des jeunes sont proportionnellement beaucoup moins importants que dans ces pays, comme en attestent régulièrement les rapports de l'OCDE.

Le manque de confiance des jeunes Français est-il surtout une crainte de l'avenir ou un ennui du présent ? Pour quelles raisons les jeunes Français auraient-ils plus de difficulté que les autres à se projeter dans l'avenir ?

M. Z. : Le pessimisme ou l'optimisme d'une génération n'est pas inscrit dans ses gènes à la naissance ! La

société dans laquelle nous vivons ne s'est pas suffisamment adaptée aux évolutions de la jeunesse : alors que le point commun des jeunes en France est le besoin de formation et l'aspiration à l'autonomie, l'Etat va par exemple favoriser l'institution familiale, par le biais des aides sociales plutôt que l'autonomie des jeunes. Le chômage est important parmi les jeunes de 18 à 24 ans (près de 25 % des actifs). Ils sont souvent mis en concurrence avec leurs aînés sur le marché du travail et subissent le déclassement, en l'absence de reconnaissance des qualifications qu'ils acquièrent dans le système éducatif. L'absence de politique de l'emploi volontariste et la tendance à la précarisation des conditions de travail ternissent les perspectives d'insertion des jeunes. Il s'agit donc bien de craintes sur l'avenir.

Ce pessimisme vous paraît-il du même ordre parmi les étudiants, et associé à des considérations matérielles immédiates ?

M. Z. : La jeunesse, en formation ou non, a des préoccupations communes. L'accès à un diplôme et à une formation est la première garantie d'une insertion de qualité et c'est la meilleure protection contre la précarité. Ainsi, tous les jeunes doivent pouvoir étudier et réussir. Mais l'ascenseur social scolaire et universitaire est en panne : les difficultés financières sont la première cause d'interruption d'étude (un étudiant sur quatre) et la reproduction sociale joue à plein.

Les étudiants sont menacés de moins bien vivre que les générations précédentes. Même à l'échelle de quelques années la dégradation des conditions de vie est sensible : selon notre enquête annuelle sur le pouvoir d'achat les étudiants de 2008 vivent dans une situation plus précaire que ceux de 2001.

N'y a-t-il pas contradiction chez les jeunes entre une demande forte d'autonomie par rapport à leur famille et la conscience que leur identité est largement construite dans et par la famille, support essentiel pour eux ?

M. Z. : La solidarité familiale est un fait dans notre société. L'aspiration des jeunes à l'autonomie doit être prise en compte pour dépasser les solidarités privées et permettre à chaque jeune de faire ses propres choix de vie et d'études.

C'est un enjeu de société car l'accès à l'autonomie de tous les jeunes est le seul levier contre la reproduction sociale et pour l'émancipation des individus. C'est aux solidarités collectives de jouer le rôle de correctif pour contrarier les déterminismes sociaux, aujourd'hui très importants dans la jeunesse.

Le modèle français d'entrée dans la vie adulte est-il particulièrement anxiogène ? A quel âge la question de l'autonomie financière des étudiants, de la diminution de la dépendance familiale (syndrome Tanguy), devient-elle essentielle ?

M. Z. : L'âge varie d'un jeune à l'autre mais notre génération a cela de commun que tous les jeunes étudiants ou salariés y sont confrontés, à un moment ou à un autre. Cette étape peut être franchie entre 18 et 25 ans selon les cas, mais le plus souvent, les jeunes vivent une période, de plus en plus longue, de dépendance subie, lorsqu'ils souhaitent l'autonomie mais qu'elle n'est pas possible.

Cela peut prendre des formes différentes : pour les étudiants c'est souvent le choix impossible entre dépendance totale vis-à-vis de la famille et précarité des petits boulots qui mettent en danger les études. Pour les jeunes salariés c'est par exemple l'obligation de faire appel à leurs parents pour accéder à un logement autonome, parce que les revenus sont trop faibles. Pour les parents la responsabilité financière vis-à-vis de leurs enfants jusqu'à un âge avancé est souvent difficilement acceptable : le jeune devient un adulte supplémentaire à la charge du foyer.

Quelles mesures attendez-vous pour que le marché de l'emploi soit plus ouvert à des jeunes qui se disent massivement désireux de travailler et veulent donner du sens à leur travail ?

M. Z. : Le marché du travail profite pleinement de la formation des jeunes, mais ne la reconnaît que très rarement (salaires très faibles, déclassement, emplois de plus en plus précaires). Il faut donc obliger les entreprises dont la valeur ajoutée est aujourd'hui principalement fondée sur la matière grise, de reconnaître les qualifications des jeunes en termes de rémunération et de protection sociale.

Il convient également de mettre en œuvre une politique de l'emploi volontariste, car la pression qu'exerce le chômage sur les salariés et les jeunes donne trop souvent l'opportunité aux entreprises de précariser les conditions d'insertion des jeunes, en les confrontant à la concurrence des autres salariés. Il est enfin urgent d'accompagner la massification de l'enseignement

d'une politique de démocratisation, afin que tous les jeunes aient accès à une qualification qui leur garantisse une insertion de qualité.

Au nombre des suggestions préconisées par l'enquête, une meilleure participation des jeunes à la vie publique. Observez-vous un désengagement des jeunes ?

M. Z. : Les mobilisations des lycéens et des étudiants ces dernières années, le mouvement contre le CPE, ou la mobilisation contre l'extrême-droite au lendemain du 21 avril 2002 montrent que les jeunes s'intéressent à la vie publique. Le militantisme associatif persiste, même si de nombreuses subventions ont été supprimées, et la vague d'inscriptions sur les listes électorales témoigne que les jeunes ont les moyens et la volonté d'être acteur de la société. En ce sens il n'y pas vraiment de désengagement.

Mais il est vrai qu'il y a un réel décalage entre cette aspiration et la place faite aux jeunes dans le débat public. Il n'est pas anodin que les jeunes soit la seule tranche d'âge à avoir voté majoritairement contre Nicolas Sarkozy au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Les jeunes n'ont pas besoin d'être représentés en tant que catégorie, mais aujourd'hui c'est bien en tant que jeunes qu'ils sont marginalisés. Les instances de décision et de représentation tournent le dos à la jeunesse et la méprisent : le plus jeune député a été élu à 29 ans et la moyenne d'âge de ses collègues est de plus de 53 ans.

Plus grave, les gouvernements enchaînent les réformes qui préparent la société de demain, au nom des jeunes et sans eux : Dominique de Villepin a fait le CPE pour les jeunes, mais ne leur a pas demandé leur avis, et quand il l'ont donné, ils ont été traités par le mépris. « La jeunesse est une maladie dont on guérit » avait dit alors Laurence Parisot. A cette époque, on voyait fleurir sur les pancartes des manifestants cette autre citation : « Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort ».

Propos recueillis par Jean Watin-Augouard



L'ascenseur social en panne

Sur fond de stagnation économique de longue durée, la société française est confrontée à l'apparition de nouvelles inégalités inter-générationnelles. Les jeunes générations voient leur position économique fragilisée et sont menacées par des déclassements sociaux plus fréquents.

Entretien avec Louis Chauvel, professeur à Sciences Po Paris.

D'après l'étude Les Jeunes face à leur avenir, un jeune Français sur quatre seulement se donne un avenir « prometteur ». Voyez-vous dans ce type d'enquête l'expression d'un réel pessimisme ?

Louis Chauvel : Les possibilités de progression pour les jeunes semblent bloquées. Les nouvelles générations connaissent une désespérance profonde et leur soutien au système se délite progressivement : les adolescents des banlieues voient qu'ils n'ont rien à attendre ; les étudiants en licence constatent que leurs diplômes ne leur donnent pas la place que leurs parents auraient eue avec un baccalauréat. Les 30-35 ans voient que la promesse d'accéder à un niveau social plus élevé n'a jamais été tenue.

Est-il devenu plus difficile, aujourd'hui, de devenir adulte ?

L. C. : Depuis vingt ans, les jeunes ont servi de variable d'ajustement. Le chômage, dans les deux ans qui suivent la fin des études, oscille entre 20 % et 33 %. En cas de ralentissement, on stoppe le recrutement, puis on licencie les derniers embauchés. Les jeunes se retrouvent avec des vides sur leurs CV que n'ont jamais connus leurs aînés. La France les a sacrifiés depuis vingt ans, pour conserver son modèle social qui profite essentiellement aux *baby-boomers*. Sauf que les jeunes des années 1980 sont maintenant à la moitié de leur vie et n'ont pas rattrapé leur retard. En continuant sur cette voie, le système s'effondrera de lui-même.

Le sacrifice des jeunes s'explique-t-il par la démographie – les baby-boomers monopolisent les emplois – ou par le chômage dû à la faible croissance ?

L. C. : Ni l'un ni l'autre. Des pays ayant une croissance faible et une démographie comparable ne connaissent pas une telle éviction des jeunes. La France a oublié l'accompagnement des jeunes vers le monde du travail. Elle n'a pas voulu mettre en place une intégration par l'apprentissage et a préféré les retenir hors du

monde du travail dans un système universitaire bon marché. Un étudiant français coûte 6 500 euros, contre 10 000 euros pour un apprenti allemand. La généralisation du bac a conduit à sa dévalorisation mais n'est pas responsable de tout. En Suède, 100 % d'une classe d'âge étudie jusqu'à 18 ans. Sauf qu'avant l'université, les jeunes ont une expérience professionnelle qui leur permet de mieux choisir leurs études et d'aller au-delà de la théorie dans laquelle les pays latins s'enferment.

La France et les autres pays d'Europe connaissent-ils les mêmes inégalités entre générations sur les plans du salaire, des chances d'accès à l'emploi, au logement, à l'indépendance familiale ?

L. C. : Il existe quatre modèles. Le cas Français est typique d'une fracture intergénérationnelle très claire. Le cas italien, marqué par une présence des jeunes chez leurs parents, montre moins leur pauvreté, leur difficulté. Avec l'Italie et l'Espagne, la France est le pays qui est allé le plus loin dans le sacrifice de sa jeunesse. L'étude des données telles que le niveau de salaire, l'évolution des chances d'accès à l'emploi, au logement, à l'indépendance familiale, montre que les pays latins, dont la France, ont fait excessivement de mal à leur jeunesse, lors du ralentissement économique.

A partir de la fin des années 70, les seniors, les gens qui étaient déjà en milieu de carrière ou installés dans la vie, ont continué leur trajectoire de mobilité sociale ascendante, avec des droits liés à l'ancienneté. Qui a payé pour leur bien-être ? Les nouvelles générations, qui n'ont jamais pu rentrer décemment dans le monde du travail, comme les générations précédentes.

Les deux modèles vertueux sont le monde anglo-saxon et les pays nordiques, grâce à leur politique proactive de requalification dans des secteurs porteurs de gens travaillant dans des secteurs programmés pour connaître la crise dans les dix prochaines années.

En France, la pauvreté semble avoir sauté une génération : les pauvres d'aujourd'hui ne seraient-ils pas les jeunes ?

L. C. : C'est vrai qu'il y a un rajeunissement de la pauvreté. Aussi la société française n'aurait pas tenu vingt ans si la solidarité familiale, très importante, n'avait pas servi d'amortisseur. Mais cette solidarité est très inégalitaire : on ne peut pas aider ses enfants si on est pauvre soi-même. Les ruptures familiales sont plus nombreuses en milieu populaire et un jeune élevé par une mère seule au RMI a une espérance d'aide faible. Surtout, cette solidarité sape la valeur du travail. Entre les jeunes qui n'ont que leur salaire comme ressource et sont confrontés à un coût du logement prohibitif et

ceux pour qui ce salaire constitue de l'argent de poche, parce que leurs parents ont mis à leur disposition un appartement, les conditions de vie sont en décalage radical. Au contraire, les salaires d'embauche élevés des années 1970 permettaient une rapide autonomie vis-à-vis des parents et suscitaient une énorme motivation au travail. L'aide familiale a permis de ne pas voir le mal : le travail des jeunes ne rapporte plus et chacun s'en accommode.

Existe-t-il de nouvelles fractures intergénérationnelles ? Faut-il reconsidérer la question des transferts financiers entre générations ?

L. C. : En 1977, les quinquagénaires gagnaient 15 % de plus que les trentenaires. En 2000, l'écart atteignait 40 %. Les quinquagénaires, qui ont fait carrière souvent au détriment de nouvelles générations non embauchées ou mal payées, ont très peur : en cas de licenciement, leur espoir de retrouver un emploi au même salaire serait très limité. Le système tient par l'espoir des jeunes de rattraper un jour le salaire des seniors. C'est un marché de dupes, une promesse qui n'engage pas ceux qui la formulent : ils ne seront plus là dans dix ans. Parallèlement, les seuls en mesure d'épargner pour leur retraite sont les retraités ! Mais je doute qu'il soit possible de renégocier les retraites des seniors et les salaires des quinquas. Il n'empêche qu'un retournement est inscrit, demain ou dans quinze ans. Plus il sera tardif, plus il sera violent.

La panne de l'ascenseur social et de la méritocratie s'aggrave-t-elle ?

L. C. : Aujourd'hui, la question sociale ne se situe plus simplement à la périphérie, mais au cœur même de la société française, en son noyau central. Il s'agit bien aujourd'hui de jeunes diplômés de l'université, issus des catégories intermédiaires, qui voient se dérober sous leurs pas les dernières marches à l'entrée dans les classes moyennes.

Ils vivent ce retournement comme un risque de déchéance et leurs parents assistent avec eux à l'extinction d'un projet social hier triomphant.

Simultanément, le déclin de la société salariale se mesure aux coûts de la vie spécifiques selon l'âge : dans Paris intra-muros, un salaire annuel net gagné entre 30 et 35 ans permettait d'acheter neuf mètres carrés en 1986, et seulement quatre aujourd'hui. A la location, le temps de travail qui permettait de jouir d'un mètre carré n'offre plus maintenant qu'une bande de cinquante centimètres sur un mètre. Au contraire de ceux qui se sont endettés à temps pour bénéficier de l'inflation, les jeunes aux revenus stagnants mettront au mieux deux fois plus de temps à acquérir le même bien.

Quels sont les effets de la priorité toujours donnée, en France, au diplôme pour définir l'échelon d'insertion dans l'emploi ? Les jeunes générations en voie d'acquisition de titres auraient-elle d'emblée intériorisé l'idée qu'elles vont prendre place parmi ce que vous avez appelé des « classes moyennes à la dérive » ?

L.C. : La question de la valorisation des titres scolaires pose de grandes difficultés. La seconde explosion scolaire de la fin des années quatre-vingt qui a porté, entre 1988 et 1994, de 30 à 62 % d'une classe d'âge au baccalauréat, et de 10 à plus de 20 % les titulaires d'une licence, complète largement ce processus où, par surabondance de diplômés par rapport aux positions sociales disponibles, une partie importante des jeunes diplômés ne peuvent plus envisager les mêmes carrières que celles de leurs aînés, même s'ils continuent parfois de les espérer. Les titulaires d'une licence ou plus, âgés de 30 et 35 ans ne sont plus que 54 % à être cadres, alors qu'ils étaient 70 % dans les années soixante-dix. Seuls les titulaires de diplômes de grandes écoles malthusiennes sauvent leurs perspectives. Au même moment, les jeunes sans aucun diplôme font face à des difficultés inédites.

Propos recueillis par Jean Watin-Augouard



Directeur de la publication : Dominique de Gramont - Editeur : Trademark Ride - Rédacteur en chef : Jean Watin-Augouard Secrétaire de rédaction :

François Ehrard - Maquette et mise en pages : Graph'i Page - Tél : 01 39 72 20 28 - courriel : ividalie@orange.fr

Contact : francois.ehrard@ilec.asso.fr (01 45 00 93 88) - Trademark Ride - 93, rue de la Santé 75013 Paris - Tél : 01 45 89 67 36 - Fax : 01 45 89 78 74

www.trademarkride.com - Imprimé par : RAS - 6, avenue des Tissonvilliers 95400 Villiers-le-Bel - ISSN : 1271-6200 - Dépôt légal : à parution

Reproduction interdite sauf accord spécial

www.ilec.asso.fr

